

**ARRETE DU MAIRE**  
**N°ST-2025-111**

DEPARTEMENT Seine-et-Marne
CANTON Champs-sur-Marne
COMMUNE Champs-sur-Marne

**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION RUE DE MALNOUE POUR TRAVAUX**

**Le Maire de Champs-sur-Marne,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

**VU** le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

**VU** la demande de l'entreprise ESTP pour le compte de la CAPVM, en date du 25 avril 2025, d'arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour des travaux de création d'un branchement sur le réseau d'assainissement, rue de Malnoue, du 5 au 16 mai 2025,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

**CONSIDERANT** que les travaux de création d'un branchement sur le réseau d'assainissement, effectués par l'entreprise ESTP, vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Du 5 au 16 mai 2025, rue de Malnoue, entre la rue d'Alsace et l'angle de la rue de Paris :

- La circulation automobile et piétonne sera perturbée,
- La circulation automobile sera interdite sur deux journées, avec la mise en place d'une déviation par la rue d'Alsace et la rue de Paris,
- L'accès aux riverains sera maintenu par la mise en place d'une circulation en double sens de part et d'autre de la rue accessible :
  - o Au sud par la rue d'Alsace,
  - o Au nord par la rue de Paris,
- Des hommes trafics seront présents pour assurer la sécurité,
- Le stationnement sera interdit,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité,
- Le stationnement sera interdit sur les emplacements matérialisés,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

**ARTICLE 2** : L'entreprise ESTP prendra toutes les dispositions de façon à réduire au minimum la gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

**ARTICLE 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant par l'entreprise ESTP, et maintenue de manière opérationnelle pendant toute la durée de l'intervention ;

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- ESTP,
- CAPVM,
- SIETREM.

Fait à Champs-sur-Marne, le 30 avril 2025

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant De l'Etat, a été publié le :

05/05/2025

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,

  
Maud TALLET



Le Maire,

  
Maud TALLET



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).